

Rédaction Administration :  
1-1 Rue Diderot LENS (P-de-F) Tél. 628  
G. C. P. Joseph SAUTY Lille 558-22

no 32

Le numéro 5 francs  
Abonnement 60 francs

Avril 1948

# L'ECHO des Mines

Organe des Fédérations des Syndicats Chrétiens Ouvriers et Employés des Mines

## Sur un Anniversaire

Il y a de cela cent ans, le 27 avril 1848, le Gouvernement Français décrétait l'émancipation des esclaves et 260.000 noirs des colonies étaient rendus à la liberté...

Dans ce domaine, la France n'était pas la dernière ; cette décision mettait fin à une époque barbare où le trafic des esclaves s'opérait selon les mêmes règles que celles que nous connaissons encore de nos jours dans les tractations portant sur les achats et vente de bétail...

Cet anniversaire ne donnera sans doute pas l'occasion d'illuminer et de pavoiser, nous ne serons peut-être pas gratifiés du moindre discours, mais il n'en reste pas moins qu'il doit nous inciter à quelques méditations...

En cette année 1948, nous vivons encore dans le souvenir, tout récent du Service Obligatoire du Travail auquel les tenants de « l'ordre nouveau » étaient parvenus à nous astreindre...

Dans un monde qui se complait dans la brutalité, nous connaissons encore l'exode de centaines de milliers de personnes que le « modernisme » a voulu appeler les Déplacés (personnes déplacées) lesquelles se refusent à retourner dans leur pays d'origine parce que ce pays est soumis aux lois de « l'occupant » ou bien parce que leurs opinions les font renier et réprouver par ce pays qui les a vus naître, où elles ont grandi et pour qui, souvent, elles se sont battues avec énergie...

Et puis, on parle encore et toujours de la libération du travailleur, lequel risque de se trouver écrasé par un système économique qui n'est plus seulement le propre d'un régime capitaliste mais dont le poids se fait d'autant plus lourdement sentir qu'un capitalisme d'Etat n'est pas moins entreprenant, ni moins exigeant...

Dans notre vie de travailleur, nous nous sentons constamment assujettis à la loi de la jungle ; nous devons à la fois nous défendre et attaquer de toutes parts pour faire valoir notre droit à l'existence et pour défendre les quelques lambeaux de liberté qui nous seraient vivement ravies si nous n'y prenions garde...

L'on parle de civilisation, d'émancipation du prolétariat, de liberté et d'égalité... et, tout doucement, nous retournons à un esclavage pire que celui que l'on appelle (quelle dérision !) l'esclavage antique !

Le droit au travail et sa juste rémunération, la récompense de l'effort, la possibilité d'obtenir un toit pour s'abriter, l'appréciation des Maîtres... dépendent moins de la couleur du visage que de celle des opinions que l'on a le courage de défendre, ou de la couleur de la carte d'adhésion à un parti ou à un syndicat...

Ah, croyez-moi, nous qui nous targuons si facilement d'être des évolués, nous avons bien des sujets de méditation sur tout ce qui fait de nous des esclaves d'un nouveau genre, esclavage que nous subissons souvent avec une passivité déconcertante et contre lequel nous sommes difficilement capables de réagir avec l'énergie qui s'impose à des hommes qui aspirent sincèrement à vivre en hommes libres.

Il y a cent ans, c'était l'abolition des marchés d'esclaves, nous risquons aujourd'hui de devenir les hommes-robots si nous ne savons pas réagir à temps et vigoureusement contre tous ceux qui portent une atteinte quelconque à notre dignité d'hommes libres, libres de penser, de s'exprimer, de juger et d'agir...

Comme ceux qui luttèrent courageusement et victorieusement, il y a plus de cent ans, nous avons pour nous la vérité, c'est toujours celle qui fut prêchée, il y a plus de deux mille ans, par le plus grand révolutionnaire de tous les temps...

Militants syndicalistes chrétiens, tout nous commande de nous dresser, de lutter de toutes nos forces et de toute notre intelligence ; dans la bataille qui se livre contre un monde en folie, nous avons notre place à tenir...

C'est une place de choix...

C'est la première...

Occupons-la dans l'HONNEUR !

## Ceux qui crient... contre la hausse des prix ...et qui la poussent.

Dans notre grande naïveté, nous avons toujours pensé qu'une coopérative, et à plus forte raison, une coopérative ouvrière devait pratiquer une politique du plus juste prix en vue de favoriser au maximum ses coopérateurs. Hélas, une fois de plus, nous devons déchanter. La C.C.P.M. qui devrait être le baromètre régulateur des prix, le magasin-témoin qui, par l'importance de son chiffre d'affaires devrait obliger tous les commerçants à surveiller leurs prix, sinon à s'aligner sur lui, la C.C.P.M. donne le ton et orchestre la hausse des Prix...

Lors de la poussée des prix en Janvier et Février, elle fut tout simplement à l'avant-garde pour la révision des prix en hausse. Sans attendre d'avoir acheté plus cher pour être obligé de vendre plus cher, tous les prix en général furent immédiatement majorés dans des proportions considérables. Et pourtant, il s'agissait de marchandises achetées à des prix que l'on ne connaît plus aujourd'hui...

Nous avons déjà signalé le coup des bottines pour hommes qui étaient vendues en Décembre encore environ 500 francs et qui du jour au lendemain, furent vendues 1050 francs. Dans leur précipitation à doubler les prix, les responsables de la C.C.P.M. négligèrent même de faire disparaître les anciens prix.

## C'est...

A l'échéance du 31 mars, il n'y a pas encore lieu, certes, d'illuminer le problème de l'équilibre des prix et des salaires est très loin d'être résolu. Nous avons tout de même le droit de marquer, des maintenant, une certaine satisfaction puisque pour la première fois, mise à part l'éphémère expérience Léon Blum, le gouvernement s'engage dans la voie que nous avons indiquée depuis la Libération.

Le fait en lui-même, en ce qu'il marque une nouvelle orientation de la politique économique française, peut être considéré comme une victoire dont nous avons le droit à la C.G.T.C. de revendiquer notre large part.

Au surplus les décisions prises par le gouvernement, si elles n'atteignent pas l'ampleur que nous souhaitons, ne sont pas négligeables et il n'est pas jusqu'à l'Humanité qui concède qu'il y a « des côtés positifs ». Peut-être pourrions-nous, là encore, revendiquer ce qu'il y a de plus positif dans le « train de baisse » car notre ténacité, dont le Président du Conseil, lui-même pourrait témoigner n'est sans doute pas étrangère à une décision qui, en ce qui concerne le charbon et l'électricité, s'imposait d'autant plus que le gouvernement se devait de donner l'exemple.

La méthode employée pour le secteur privé est-elle efficace ? L'avenir nous le dira et nous saurons de façon irréfutable si les producteurs et les commerçants français méritent la liberté qui leur a été accordée, ce dont, jusqu'à plus ample informé, nous nous permettons de douter ! Les industriels ne cessent de répéter que la seule façon d'éviter les hausses abusives eût été de charger leurs Organisations professionnelles de surveiller et de contrôler les prix remis en liberté... Nous verrons bien si les dites organisations seront capables — car, en définitive, cela dépendra d'elles — de faire respecter la baisse qu'elles ont négociée avec le gouvernement. Si l'expérience ne réussissait pas, personne ne pourrait plus contester que le libéralisme des prix va à l'encontre de l'intérêt national.

Est-il possible d'évaluer, dès maintenant, l'incidence des mesures gouvernementales sur les budgets des travailleurs ? En les chiffrant à 5 p. 100 on est certainement optimiste mais, compte tenu

courses, la C.C.P.M. réalisait un bénéfice supplémentaire de PLUS D'UN MILLION DE FRANCS... On peut donc se demander quel chiffre cela doit faire pour l'ensemble des marchands majorés de telle façon.

Jadis, les mineurs touchaient assez rarement, mais ils touchaient tout de même de temps en temps un ristourne en nature sur les bénéfices déjà formidables que réalisait la C.C.P.M. Avec les super-bénéfices actuels que ne va-t-on leur donner ?... Mais au fait, est-ce que la C.C.P.M. a réellement l'intention de ristourner des bénéfices aux coopérateurs ? Voilà très longtemps qu'on en parle, mais comme sœur Anne, les mineurs ne voient rien venir. Les administrateurs gérants de la C.F.T.C. ont été éjectés sans tambour ni trompette, personne, sauf ceux de la C.G.T. et du Parti ne sait ce qui se passe à la C.C.P.M. Le conseil d'administration actuel s'est installé lui-même. Il n'a jamais été approuvé par les coopérateurs. Personne ne connaît le bilan de gestion. Et cependant, c'est une coopérative, et l'ensemble des coopérateurs ont le droit de savoir comment est gérée leur coopérative.

QUI DONNE À PARLER DE MAISON DE VERRE ? C'est le moment de le montrer.

### NOUVELLE CONTRIBUTION A LA VERITE SUR LA SILICOSE

L'imprimerie de « l'Echo des Mines » vient d'assurer l'édition d'une nouvelle brochure du docteur Jean MAGNIN sur la silicose. Dans cette brochure publiée après un voyage d'étude en Suisse, le Docteur Magnin apporte une nouvelle et importante contribution à la VERITE SUR LA SILICOSE.

Demandez cette brochure à la Centrale des Syndicats Libres, 19-21, rue Diderot, à Lens, elle vous est laissée au prix de QUINZE francs, que vous pouvez acquitter en joignant 15 frs en timbres poste à la commande.

## LA BONNE VOIE

de la légère baisse enregistrée dans le secteur de l'alimentation, par rapport à la période de pointe, on doit tenir cet effort pour réel et efficace pourvu qu'il soit poursuivi.

Il ne faut pas oublier que l'expérience tentée l'a été dans des conditions aussi défavorables que possible : en plein «boom» inflationniste et en période de soudure, il fallait vraiment avoir une certaine dose d'optimisme, et la ferme volonté d'agir, pour ne pas céder à la tentation du désespoir et dire, comme le fit le représentant de la C.G.T., P. Le Brun, à

la délégation du Conseil Economique, le 11 février : « Je ne crois pas que la conjoncture actuelle comporte, en elle-même, une possibilité de baisse de prix, au contraire ».

La confiance que nous avions alors, et que nous conservons, a été renforcée par le fait que nous avons senti, lors de nos nombreux contacts avec M. Robert Schuman et M. Coudé de Foresto, que nos préoccupations trouveraient un écho dans les sphères gouvernementales malgré les résistances qu'il était aisé de prévoir. Mais il faut maintenant poursuivre et

intensifier nos efforts. Sans abandonner le terrain industriel, où beaucoup reste encore à faire, il faut nous attaquer au secteur alimentaire dont l'incidence est déterminante sur les budgets de nos familles et il faut voir de près le secteur commercial, dans son ensemble.

Les toutes prochaines semaines vont être décisives à cet égard, nous avons à veiller à ce que le « premier train » arrive bien à destination et à aider, de toutes nos forces, à un bon chargement des rames qui doivent suivre. Nul doute, en tout cas, que la voie soit bonne.

## Les incidents des Caisses de Secours...

### NOUS DÉFENDRONS LA LEGALITE !..

Des incidents aussi graves que pénibles ont éclaté à l'occasion des réunions des Conseils d'Administration des Caisses de Secours du bassin du Pas-de-Calais.

Disons sans autre préambule que nous n'avons pas à nous immiscer dans une querelle que la scission a consacrée définitivement. Commencée à l'intérieur de la C.G.T. par la lutte des tendances, voici qu'elle s'est ouverte au point de provoquer des incidents dont il serait puéril de nier le caractère de gravité.

Nous n'avons pas à juger si les dirigeants de la C.G.T. ont raison contre leurs camarades d'hier, adversaires d'aujourd'hui qu'ils sont à C.G.T.F.O.

Mais, ce que nous avons le droit et le devoir de proclamer, c'est que cette querelle revêt un caractère tel que si nous n'y prenons garde c'est tout le régime qui est mis en cause. Le syndicalisme continue de faire les frais de l'opération ; c'est la légalité qui est délibérément mise en vacances...

Les incidents qui ont éclaté à Béthune, Courrières, Bruay et Liévin éclairent d'un jour nouveau les manœuvres de réelle envergure qui se succèdent... Sous prétexte de « chahuter » ceux qui ont échappé à la tutelle cégétiste c'est le fonctionnement normal d'organismes légalement élus qui est en jeu. Et comme il n'y a pas de raison que la même fantaisie ne se perpétue, ce sera le sort des réunions de toutes sortes... Et bientôt, la liberté de recevoir chez soi qui l'on voudra subira le même sort !

Nous savons que l'on peut se prétendre démocrate et accepter toutes les conditions qu'impose l'exercice de la Liberté. Mais nous savons aussi que l'on peut se prétendre démocrate et se livrer à de grandiloquentes déclarations, le faire la main sur le cœur et des trémolos dans la voix, servir de cette démocratie pour mieux l'étouffer après l'avoir battue par tous les moyens.

### LA LEGALITE DOIT ETRE RESPECTEE

Pour en revenir au centre de la discussion, il nous semble, d'une part, que les élections du 8 juillet 1948 ont bel et bien assuré l'existence et le fonctionnement légal des Conseils d'Administration des Caisses de Secours Minières, à l'échelon local, régional et national. Cette existence et ce fonctionnement était bien assurés pour une durée de six ans, un renouvellement partiel devant avoir lieu après trois ans.

Il nous semble d'autre part (et à l'époque le refrain nous fut suffisamment « seriné »), que sur les recommandations de la Fédération cégétiste du sous-sol, la représentation des différentes tendances fut assurée à la base...

C'est dans ces conditions que les administrateurs des Caisses de Secours furent élus par le suffrage universel. Il est possible que par nécessités tactiques le chantage soit aujourd'hui mis à contribution pour tenter de retrouver une majorité certaine dans les C.A. des Caisses de Secours, mais nous prétendons que la légalité n'a pas à s'accommoder

de ces fantaisies...

Avec plus ou moins de conviction, en les désirant plus ou moins sincèrement, le ballon d'essai des nouvelles élections est lancé...

Il en est certainement qui doivent se demander quelle est la position de nos organisations devant cette question. Disons sans détour que pour notre part nous demandons purement et simplement le respect de la légalité, le maintien pur et simple des Conseils d'Administration actuellement en fonction. Répé-

tons-le : ils ont une existence légale ; que par voie de conséquence la loi, toutes les lois qui doivent en assurer le fonctionnement normal soient mises à contribution pour les protéger s'il en est besoin.

Nos camarades élus sur les listes de la C.F.T.C. ne se laisseront prendre à aucune forme de chantage dont le but serait de les amener à donner leur accord à une démission collective et nous saurons, les cas échéant, nous servir des lois qui gaspillent (suite page 2)

## El' parti des prolétair's ? ?

Etant v'nu à Lens pour affair's, Baptich' étot intré dins ein bistrot du boulevard pour li bor' ein d'mi... Y bourrot s' pip' tout in j'tant ein cop d'eil sur el' journal, quand tout d'in cop es' n'attintion est attirée par el' conversation d' deux typ's assez cossus qui buvot' ein verr' au comptoir.

— Alors, qui dizot l'in des deux, t'as jamais été imbété, t'as jamais eu d'histor's avec el' commerce' que t'as fait pindant l'occupation ?

— Mais, jamais, qui fait l'autr' in rigolant... Non, mais té cros qu'ech' sus v'nu au mond' d'el' dernier' pleur' ?

— Ebin, t'as d' la vein', car mi qui n'aurot jamais osé fair' tout ch' que t'a fait, ech' sus in butt' continué l'mint avec les communist's... Y racont' tout partout que j'ai été ein collaborateur... S'y n' m'ont point dénoncé à la polic', ch'est tout just'... A l' libération, j'ai été obligé d'em' mucher pindant deux mos... et cor à ch' t' heur', y fait' tell'mint d'el' propagand' contr' mi, que min commerce' y s'in' r'sint.

— T'es point malin que ch' t' dis... Fais comm' mi. Té verras qu'y t' laiss'ront tranquill'.

— Comm' ti ?... Mais comment ?

— T'es point malin... Ebin, ch'est tout simpl'... Quand j'ai vu que l' vint tournot... Quand j'ai vu l' dallag... que les communist's den'not' les pus forts, j'ém' sus abouché avec les dirigeants... Bin sûr, cha m'a coûté ein p'tit peu d'argent, j'ai pris ein' cart' au Parti... Et j' n'ai jamais été imbété... Au contrair', mon vieux, j'ai fait des affair's avec eux... Mieux qu' cha, y m'ont fait avoir ein' cart' ed' résistant.

— Hein !... Ti, ein résistant ?

— Ouais, mon vieux. Ch'est comme cha. Dins la vie y faut savoir nager... Les communist's y z'ont cru m'avoir... Mais, in dous' ch'est mi qui les posséd'... et jamais j' n'ai d'histor's avec min commerce'. Voilà, mon vieux... Té n' sais point y fair'... Tiens, veux-tu qu'ech' té donn' ein bon tuyau ?... Ebin, viens m' vir à l' maison, ein d' ches jours.

Et là-d'ssus, les deux typ's sort' du bistrot.

« Ebin, qu'y s' dit Baptich', in les ravizant partir... Ch'ell-là, al' est fort'... Ah, ch'est cha, l' Parti d' la Renaissance Française... Ch'est cha l' Parti des travailleurs ?... Les trafiquants, les gangsters, ch'est là qu'y vont pour es' mett' à couvert... Pourvu qu'y crach' pour el' Parti, du mêm' coup y d'vienn' des honnêt' gins, des super-patriot'... Avec des collaborateurs, pourvu qu'y donn' des sous, on in fait des résistants... In s'étonn'ra après que certains trafiquants peuv'nt fair' tout ch' qu'y veult'... Y crit' tant qu'y peult' contr' la hauss' des prix, mais pourvu qu'in leur donn' des sous, y z'incourag' tous les affameurs... »

En' pouvant pus y t'nir, Baptich' s'amèn' raconter es' n'histor' au M'neux d' Bidets. « Ouais, qui dit, ech' viens t'el' dir' pour que té l' racont's dins l'Echo des Min's... Ch'est ein scand'al' »

« Min paur' Baptich', si té savos... Va vir ess' qu'y s' pass' à l' C.C.P.M. Y z'ont doublé tous leurs prix... Et pourtant y z'auront' pu vind' meilleur marché pour fair' vir qu'eux au moins y luttot' contr' la vie chère... Mais j' t'en fich'... Y z'ont fait comm' tous les trafiquants, comm' tous les gangsters du marché noir... El' vin, les bottin's, les alcools, tout ch' qu'y z'auront' in magasin avant la hauss', y z'ont tout doublé d' prix... Et pour qu'in n' diz' rien contr' eux, y z'ont crié au voleur, au scand'al'... Y fot' l' dir' à tout l' mond', Baptich'... Voilà ch' que fait el' Parti des Prolétair's... Il est l' premier à pousser à la hauss' des prix. »

L' MENEUX D' BIDEYS.



# CHEZ LES EMPLOYES DES MINES

## ACTIVITE FEDERALE

Réunion du Conseil de la Fédération Nord-Pas-de-Calais

Une importante réunion du Conseil de la Fédération Nord-Pas-de-Calais a eu lieu le dimanche 14 Mars, à Lens.

Les questions suivantes ont été examinées :

**Retraites complémentaires.** — Le secrétaire général a fait un exposé de la situation interministérielle à laquelle il a participé. Le projet de C. A. R. E. M. est en panne devant les ministères. Les représentants des ministères veulent bien soumettre le projet à la signature, mais à condition que l'âge de la retraite soit fixé à 55 ans pour le fond et 60 ans pour la surface. A l'unanimité, le Conseil a rejeté les exigences ministérielles et a voté une motion réclamant la mise en vigueur du projet tel qu'il a été accepté par les organisations syndicales et adopté par le Conseil d'administration des Charbonnages de France. Des listes de pétitions signées par l'ensemble du personnel employé seront remises aux ministères pour marquer la volonté des employés et agents de maîtrise de voir leurs avantages maintenus.

Le Conseil a également décidé l'envoi d'une motion aux employés des Houillères de Lorraine sur le principe d'une Caisse unique.

**Pouvoir d'achat des salaires et coût de la vie.** — Le Conseil a approuvé sans réserve la position de la C. F. T. C. Il estime que seule une baisse effective des prix est de nature à révaloriser le pouvoir d'achat des salaires. En conséquence, le Conseil invite tous les adhérents à mener une campagne active par tracts, affiches et interventions auprès des Pouvoirs Publics en vue d'accélérer la baisse qui s'amorce.

**Machinistes d'extraction.** — Une entrevue a eu lieu à la direction générale en vue de leur reclassement en catégorie « techniciens ». La Fédération interviendra de nouveau pour activer la solution que réclament tous les machinistes d'extraction.

**Personnel des bureaux de fosses et d'établissement.** — Ce personnel est de plus en plus accablé par un travail administratif envahissant. Une entrevue a été demandée à la direction générale pour examiner la simplification du travail et surtout pour demander un meilleur classement du personnel.

**Relations avec les directions de groupe et la direction générale.** — En présence de difficultés croissantes dans les relations entre les organisations syndicales et certaines directions, le Conseil élève une protestation énergique et décide qu'une entrevue sera demandée d'urgence à la direction générale pour mettre au point ces relations (entrevues, correspondance, fonctions des délégués du personnel, etc.).

**Personnel féminin.** — Les promesses de la direction des Mines du Ministère ne sont toujours pas réalisées. La Fédération intervient.

## Les incidents des Caisses de Secours

Suite de la page 1

rantissent la stabilité et le fonctionnement des institutions démocratiques.

Disons deux mots encore au sujet de la représentation de l'employeur dans les mêmes Conseils d'Administration.

En utilisant la désignation partielle par les Comités d'Entreprise, la C.G.T. était parvenue à « récupérer » adroitement quelques sièges dans chaque caisse. A différentes reprises, le Ministère de la Production Industrielle est intervenu pour contester la validité de ces désignations et pour refuser de les entériner. Sur ce point notre position est simple : ou le Ministère a raison ou le Ministère a tort. Dans l'un ou l'autre cas la loi et elle seule doit trancher la question.

Si le Ministère a raison, qu'il prenne la responsabilité de faire respecter ses décisions.

S'il a tort, que ceux qui l'estiment ainsi en fassent la démonstration au plus tôt et, quelle que soit la décision qui interviendra, que chacun s'incline devant elle.

Nous disons en toute tranquillité que s'il est une organisation et des hommes qui n'ont rien à craindre de retourner devant les électeurs c'est bien la C.F.T.C. et ses militants, ceux qui se gaussent des résultats récents seraient les seuls à déchanter.

Mais nous avons le devoir de dire au Gouvernement du Pays que procéder sous la pression à de nouvelles élections équivaudrait rien moins qu'à une capitulation. Nous ne nous sommes jamais faits les complices d'un tel acte.

Nous n'avons nullement l'intention de commencer.

Joseph SAUTY.

dra de nouveau pour que les engagements pris soient tenus, quant au reclassement de certaines fonctions.

**Commissions techniques.** — En vue d'un travail plus rationnel, le Conseil décide la refonte des commissions techniques.

**Cinq commissions fonctionneront :**

- Agents de maîtrise et techniciens du fond ;
- Agents de maîtrise du jour ;
- Techniciens du jour ;
- Administratifs ;
- Personnel féminin.

Chaque section syndicale désignera un délégué pour chacune de ces commissions. Les délégués se réuniront le 9 Mai, à 9 h. 30, à Lens, pour l'installation des commissions et pour arrêter le programme de travail.

**Commission centrale d'application de la Convention collective.** — La Fédération décide de renouveler ses interventions auprès des autorités compétentes afin que ladite commission fonctionne rapidement. Voilà plus d'un an que la nouvelle convention est en vigueur et les cas litigieux ne sont toujours pas solutionnés.

## Entrevues à la Direction Générale du Bassin

Une importante délégation des employés des fosses et établissements des différents groupes du Nord-Pas-de-Calais a été reçue le 17 Mars par M. ARMANET, Directeur Général, assisté de M. AUDEL, Secrétaire Général, et des ingénieurs représentant le service du Personnel.

L'entrevue avait pour objet le reclassement du personnel. La délégation du personnel a notamment insisté pour que le classement des employés qui effectuent un travail d'employés aux écritures soit fait en application de la convention collective et en tenant compte des définitions de ladite convention.

La délégation a demandé leur classement à l'échelle 3.

Elle a signalé que le nombre des employés principaux était notablement insuffisant.

## Après les Elections des Délégués du Personnel Employés

### SECTARISME PAS MORT ?

« L'Ouvrier des Mines », organe de la C. G. T. F. O., dans son numéro 8 daté du 7 Mars 1948, publie sous la rubrique « Fédération des Mines de Douvres. Mise au point », un article signé R. CAULLET qui surprend très désagréablement par son contenu d'un mauvais goût certain.

Où l'auteur est mal informé de l'histoire Syndicale chez les Employés des Mines pendant les vingt dernières années et du rôle important de la C. F. T. C. C'est, en ce cas, bien dommage pour sa formation de militant syndicaliste !

Où l'auteur est de mauvaise foi et c'est alors plus grave ! Quoi qu'il en soit, il y a dans les lignes consacrées à notre Organisation des relents d'une littérature anti-religieuse que nous espérons à jamais disparue.

« Victoire incontestable de la C. F. T. C. aux élections de Délégués du Personnel des Employés, Agents de Maîtrise et Techniciens » reconnaît R. CAULLET. Puis, cherchant une explication, le signataire de l'article ne réussit à en trouver qu'une très flandreuse et non moins tendancieuse.

La voici résumée : La C. F. T. C. a une grande influence chez les Employés des Mines, non pas en raison de son action en faveur des Employés, mais parce que :

- au temps des Compagnies Minières, elle était — grâce à un clergé — bien en cour auprès de celles-ci ;
- depuis la nationalisation, ses dirigeants veulent que les Houillères servent d'antichambre aux « despotes de l'Eglise ».

Mais non, camarade R. CAULLET, la C. F. T. C. doit uniquement l'influence qu'elle a acquise de haute lutte et très loyalement à l'action incessante qu'elle mène en faveur des Employés des Mines ! Elle a été la première à se préoccuper des Employés des Mines, à une époque héroïque où il était extrêmement dangereux de militer pour le Syndicat Libre, et où le simple fait d'être adhérent à notre Syndicat Libre était une tare qui valait à l'Employé une mise à l'index de la Direction.

Notre ami Louis DELAVAL sait ce qu'il lui en a coûté d'avoir lancé le Syndicat Libre chez les Employés des Mines et nombre de camarades ont eu très longtemps à souffrir dans leur avancement d'avoir fait de l'action militante au Syndicat Libre.

Telles étaient et telles furent toujours jusqu'à la Nationalisation, les faveurs spéciales dont « bénéficia » la C. F. T. C. 111

Seriez-vous donc le seul à ignorer

Devant l'importance du travail en qualité et en quantité exigé du personnel des fosses et établissements, la délégation a insisté pour que tous les classements soient revus et que les chefs de bureau ne plafonnent pas à l'échelle 7.

Une très longue discussion s'est engagée sur ces différents points. La direction a reconnu que le travail des fosses et établissements était particulièrement chargé. Une enquête sera faite par le service du personnel afin de déterminer aussi justement que possible le classement des employés.

Le lendemain 18 Mars, une nouvelle réunion, plus technique, eut lieu pour l'examen du travail demandé au personnel. La délégation des employés a fait part des suggestions du personnel pour la simplification du travail. Les représentants de la direction ont donné connaissance des travaux d'une commission visant à obtenir un allègement de la paperasserie. L'étude sera poursuivie activement.

Sans vouloir préjuger des résultats, on peut espérer, si certaines modifications envisagées sont entreprises, que les employés des fosses et établissements y trouveront une sérieuse amélioration.

## Reclassement des Machinistes d'Extraction

Après une assez longue enquête auprès des intéressés, la Fédération a précisé les revendications de ce personnel à la direction générale.

Elle a demandé :

- 1° que la discrimination des puits principaux et secondaires se fasse d'après l'activité du poste du matin ;
- 2° que les machinistes actuellement commissionnés soient reclassés à l'échelle 5 techniciens (ceci pour tenir compte que d'anciens machinistes très expérimentés sont nécessaires dans certains puits secondaires qui exigent des manœuvres délicates) ;
- 3° pour l'avenir, les nouveaux promus seraient classés, suivant le cas, en 4 ou 5 techniciens.

Au cours d'une démarche faite par notre secrétaire général, la direction a déclaré ne pas pouvoir accepter que l'ensemble des machinistes actuels soient reclassés à l'échelle 5 techniciens. Une réunion de la commission paritaire aura lieu prochainement en vue de rechercher une solution.

## Après les Elections des Délégués du Personnel Employés

### SECTARISME PAS MORT ?

« L'Ouvrier des Mines », organe de la C. G. T. F. O., dans son numéro 8 daté du 7 Mars 1948, publie sous la rubrique « Fédération des Mines de Douvres. Mise au point », un article signé R. CAULLET qui surprend très désagréablement par son contenu d'un mauvais goût certain.

Où l'auteur est mal informé de l'histoire Syndicale chez les Employés des Mines pendant les vingt dernières années et du rôle important de la C. F. T. C. C'est, en ce cas, bien dommage pour sa formation de militant syndicaliste !

Où l'auteur est de mauvaise foi et c'est alors plus grave ! Quoi qu'il en soit, il y a dans les lignes consacrées à notre Organisation des relents d'une littérature anti-religieuse que nous espérons à jamais disparue.

« Victoire incontestable de la C. F. T. C. aux élections de Délégués du Personnel des Employés, Agents de Maîtrise et Techniciens » reconnaît R. CAULLET. Puis, cherchant une explication, le signataire de l'article ne réussit à en trouver qu'une très flandreuse et non moins tendancieuse.

La voici résumée : La C. F. T. C. a une grande influence chez les Employés des Mines, non pas en raison de son action en faveur des Employés, mais parce que :

- au temps des Compagnies Minières, elle était — grâce à un clergé — bien en cour auprès de celles-ci ;
- depuis la nationalisation, ses dirigeants veulent que les Houillères servent d'antichambre aux « despotes de l'Eglise ».

Mais non, camarade R. CAULLET, la C. F. T. C. doit uniquement l'influence qu'elle a acquise de haute lutte et très loyalement à l'action incessante qu'elle mène en faveur des Employés des Mines ! Elle a été la première à se préoccuper des Employés des Mines, à une époque héroïque où il était extrêmement dangereux de militer pour le Syndicat Libre, et où le simple fait d'être adhérent à notre Syndicat Libre était une tare qui valait à l'Employé une mise à l'index de la Direction.

Notre ami Louis DELAVAL sait ce qu'il lui en a coûté d'avoir lancé le Syndicat Libre chez les Employés des Mines et nombre de camarades ont eu très longtemps à souffrir dans leur avancement d'avoir fait de l'action militante au Syndicat Libre.

Telles étaient et telles furent toujours jusqu'à la Nationalisation, les faveurs spéciales dont « bénéficia » la C. F. T. C. 111

Seriez-vous donc le seul à ignorer

# LES PETITS ECHOS DE LA MINE

## ET D'AILLEURS

### Selon que vous serez...

Vous vous rappelez sans doute tout le raffut que firent nos bons cédés à propos de la réduction de la durée du travail dans les mines...

Eux, l'ont oublié ! C'est comme je vous le dis !

A Beaumont, à la C. C. P. M., le régime des 40 heures a été appliqué. Si vous parlez que le personnel a conservé le même salaire que précédemment, vous avez perdu. Car, dès l'instant où la durée du travail fut réduite, les salaires furent réduits en conséquence.

Et voilà. On G... contre le Ministère et le Gouvernement quand une décision est prise, mais quand on joue au gros patron, alors, tout simplement, on fait... de même !

C'est à se taper le derrière par terre, mais c'est ainsi !

Nos bons cédés sont les matras à la C. C. P. M., ils le font bien voir... Et le personnel le sent passer !

### Au pif !

M. HECQUET est Ingénieur Divisionnaire à la fosse Sabatier du Groupe de Valenciennes. Et comme tel, M. HECQUET prétend qu'il n'A PAS DE COMPTE A RENDRE A N'IMPORTE QUI... Même à un secrétaire-permanent d'une organisation syndicale qui vient l'entretenir de la situation de ses employés.

Et pour bien le prouver, refusant la discussion, Monsieur l'Ingénieur Divisionnaire tend l'index en direction de la porte en déclarant : « MONSIEUR, VOUS POUVEZ DISPOSER ».

Monsieur l'Ingénieur Divisionnaire peut penser que cette méthode est la bonne... Il nous permettra de dire que tel n'est pas notre avis.

Nous lui conseillons volontiers de considérer que le militant syndicaliste peut et doit être un précieux auxiliaire dans les rapports nécessaires avec le personnel placé sous ses ordres... Car telle est notre conception.

Nous lui indiquons également qu'il doit considérer que la méthode employée par lui n'est plus de mise au moment où de tous côtés, l'on désire arriver à l'apaisement. Et si nous sommes décidés à soutenir loyalement tous ceux qui usent correctement de leur autorité, nous n'en sommes pas moins décidés à dénoncer sévèrement ceux qui se refusent à cette correction.

### Ah ! ces logements

La construction des logements ouvriers risquant d'être sérieusement retardée par suite du manque de crédits. Mais, voici qu'une bonne nouvelle nous parvient car il est annoncé que sur les 35 milliards portés au compte intermédiaire, 25 milliards sont dès maintenant consacrés à la reconstruction et au financement des grands travaux.

C'est ainsi qu'il a été décidé que les travaux du grand barrage de Génissiat seront terminés et qu'une partie de ces crédits était affectée à la construction des logements ouvriers dans les régions minières...

Tous ceux qui attendent vaivement un logement ne manqueraient pas de se féliciter et estimeront sans doute que l'aide américaine n'est pas à dédaigner.

Eh puis, voyez-vous, la répartition des logements pourra se faire dans un esprit de parfaite impartialité, car il est tout de même permis de supposer que nos bons communistes ne voudront pas user des moyens pratiqués jusqu'à présent pour loger en toute priorité leurs fidèles adeptes. Il est logique de supposer qu'ils s'efforceront de faire comprendre à leurs ouailles que dans ces logements, elles respireront un air pur et plein de : le dollar et l'américain !

## LA FORCE PAR L'EQUIPE

Je ne sais si tous nos camarades en ont compris l'importance, mais les expériences que nous avons tentées nous ont rendus plus convaincus de la force que peut susciter l'esprit d'équipe.

Au cours d'une récente réunion où ce thème fut à l'étude et disséqué sérieusement, nos camarades militants manifestèrent leur vif désir de vivre désormais EN EQUIPE de se souder solidement dans toutes les activités découlant du domaine syndical.

A la suite de ces suggestions bien fondées, qu'il s'agisse désormais de nourrir par quelles se traduisent par de belles réalisations, la détermination et la répartition des responsabilités furent envisagées afin d'attribuer à chacun la tâche qui lui incombe et de l'amener à rayonner dans sa partie, c'est-à-dire dans ses milieux de vie respectifs : QUARTIER et PROFESSION.

Cet élan vers une contribution massive, dans l'ordre matériel et moral, promet beaucoup en matière

### Et pourtant...

Elle sévit cette crise du logement, mais pas pour tout le monde !

Au 100 de la route Nationale à Billy-Montigny, derrière un grand mur de clôture, un peu en retrait de la grande route, un bâtiment aux proportions respectables vous fait penser qu'il s'agit sans doute d'une maternité ou d'un quelconque établissement hospitalier... Ou bien encore que plusieurs familles s'y trouvent logées !

Une bonne cinquantaine de larges et hautes fenêtres éclairent ce vaste logement occupé par (tenez-vous bien) TROIS personnes ! Il s'agit du ménage d'un Ingénieur des Services Centraux de Douai et de la bonne...

Quand on pense que deux ou trois ménages d'ouvriers composant parfois une véritable colonie de 12 à 15 personnes, sont obligés de se loger dans des maisons de quatre ou cinq pièces, il n'est tout de même pas exagéré de dire qu'en certains cas « il y a vraiment de l'abus » !

### In vraisemblable mais vrai !

Lors de la récente grève à la fosse 3 de Liévin et suite à des insultes proférées à l'égard de l'Ingénieur du siège, deux ouvriers furent frappés d'une sanction de mise à pied de SIX jours, cette sanction fut prise avec l'accord UNANIME des membres de la Commission Interlocutrice de conciliation et d'arbitrage.

L'affaire, portée en appel devant la Commission Régionale, fut purement et simplement confirmée, la sanction de mise à pied fut strictement appliquée... A la demande de la Commission Régionale, la Direction du Groupe accepta que la sanction de changement de siège fut levée.

C'est sans doute pourquoi on pouvait lire dans « Liberté » du 24 Mars :

«...Le cas des deux camarades a passé devant différentes Commissions. Après examen approfondi, les sanctions infligées à nos camarades ont été supprimées ».

Et là-dessus, on vous pousse un petit laïus « au poil »... « heureux d'annoncer que l'action commune des ouvriers contre les attaques cri-

minelles dirigées contre nos conquêtes sociales n'a pas été nulle ».

C'est ainsi que s'écrit l'histoire, bien que dans ce seul puits, pour la seule satisfaction de poursuivre une agitation insensée, des centaines de milliers de francs de salaires ont été perdus par les mineurs.

Que serait-ce si « Liberté » n'était pas le seul journal qui dise la vérité !

## Bravo ! les ardoisiers

Tenez, voici la copie d'une lettre qui nous parvenait dernièrement, elle montre bien que si nous vivons dans un monde pourri d'égoïsme, l'esprit de fraternité est vivace chez les travailleurs.

Elle émane de nos camarades ardoisiers de Trélatz (Maine-et-Loire) qui organisent entre eux une collecte pour venir en aide aux familles de nos camarades les plus touchées par la grève. En nous envoyant la somme de 6.300 frs, leur délégué nous écrit bien simplement :

Cher Camarade,

Je t'envoie le fruit d'une collecte qui eut lieu parmi nos adhérents à la suite d'une décision du Conseil Syndical.

Nous avons pensé qu'il était de notre devoir d'aider les camarades du Nord et du Pas-de-Calais qui ont souffert des dernières grèves, nous qui avons eu la chance de passer à côté. Vous emploieriez cette somme comme vous le voudrez.

Bravo et merci, camarades ardoisiers. Votre geste est de ceux qui honorent une corporation, soyez assurés qu'il a été apprécié comme il convenait et que, si demain le besoin s'en faisait sentir, nos camarades mineurs sauraient en aussi manifester leur gratitude envers leurs FRERES, les ardoisiers de l'Ouest.

## N'oubliez pas

1er & 2 MAI

## KERMESSE FAMILIALE

Entrées : rues Diderot et Lamendin

## PARLONS VACANCES !

Serait-il trop tôt pour parler de l'organisation des colonies de vacances, des buts à atteindre ? Nous ne le pensons pas et cette question mérite de faire l'objet de nos préoccupations constantes.

Les gosses de nos centres ouvriers doivent partir le plus longtemps possible à la campagne. Vacances ? Probablement pas dans le sens donné autrefois.

Que va-t-on faire de nos gosses ? Ils ont tant besoin de se « retaper », telle est la question qui se pose, voyons comment nous devons l'envisager.

L'an dernier un grand nombre d'enfants sont allés en colonie. Cette année il faut faire plus et mieux si c'est possible. Pour cela, il faut que tous les organismes spécialisés dans l'organisation des colonies fassent le maximum. Faire le maximum, pour que nos gosses retirent de ces colonies le maximum de bienfaits de tous ordres.

Qu'en attendons-nous ?

### BIENFAITS D'ORDRE PHYSIQUE

C'est incontestable, les enfants profitent de cette cure de bon air et des exercices qui leur sont demandés. Leur appétit s'en ressent et il n'est pas rare de constater que certains d'entre eux se fortifient considérablement après avoir reçu en colonie le « coup de fouet » qui les aide à « démarrer » comme l'on dit, et se rend, dans quelques années, prêts à entrer en apprentissage.

Mais, il ne faut pas exagérer ces résultats et ne pas croire, ni faire croire aux enfants que leurs parents sont incapables de les nourrir comme il convient...

### BIENFAITS D'ORDRE MORAL

En colonie l'enfant apprend à se débrouiller seul, à faire lui-même, en partie, ce que ses parents font pour lui à la maison. Il apprend à le bien faire.

Bien sûr, il n'est pas question pour lui de la cuisine, mais simplement de ce qu'un régiment on appelle les « corvées ». Il se rend ainsi compte quelle somme de travail demande la préparation des repas, le nettoyage de la vaisselle et le travail de propreté du logement. Quand il est de retour il est à même de rendre de multiples petits services pour peu que les parents savent s'y prendre...

En colonie, l'enfant apprend ainsi à vivre en communauté. Dans ce milieu il ne doit pas, il ne peut y avoir de place pour l'égoïsme, il faut vivre avec les autres et apporter sa part de joie, de vaillance et de charité. Il faut que l'enfant apprenne à faire des efforts pour les autres, à aimer ses petits camarades... Il faut qu'il se rende compte qu'il ap-

partient à une communauté pour laquelle il doit travailler : il y a des exemples que l'enfant n'oublie jamais.

En colonie, l'enfant doit apprendre l'exercice de la discipline si nécessaire aujourd'hui, discipline stricte, mais librement consentie. L'enfant qui aura vécu pendant trois semaines dans une atmosphère d'obéissance rapide, intelligente et raisonnée ne pourra que garder un bon souvenir des efforts auxquels il aura consenti.

Nous n'avons certes pas la prétention de tout dire dans le cadre d'une étude aussi brève, mais nous ne pouvons que nous incliner devant le dévouement de tous ceux qui, quels qu'ils soient, acceptent de se donner comme ils le font pour élever toujours plus haut le degré de santé physique et morale de nos jeunes travailleurs de demain.

### LES PARENTS ONT AUSSI DES DROITS

Mais, disons sans ambages, les parents ont des droits naturels qui doivent être respectés comme doit être respecté l'effort pécuniaire qu'ils consentent.

Avec l'argent de tous les Caisses de Secours Minières ont organisé des colonies de vacances... Certains pères de famille ont estimé et c'est bien leur droit, qu'il était légitime de confier leurs enfants à des œuvres privées. C'est été justice que ces œuvres puissent jouir d'une rétribution. Certaines Caisses de Secours l'ont compris : la S.N.C.F. et les Assurances Sociales l'ont compris également. Pourquoi alors, s'est-il trouvé des sectaires pour se moquer royalement de la liberté et du droit des parents à disposer de leurs enfants comme ils l'entendaient ?

Tous ceux qui organisent des colonies travaillent pour la même cause et tous ont le droit d'être aidés. Il ne s'agit pas de savoir qui organise la colonie ; que ce soit l'œuvre politique syndicale, scolaire, confessionnelle, etc... il s'agit de reconnaître les bienfaits qu'en retirent les enfants qui sont nos gosses et il s'agit de ne pas faire de ces gosses des instruments de propagande.

Ce sont là quelques principes dont il appartient à chacun de reconnaître loyalement le bien-fondé et chacun veut réellement que toutes les œuvres de ce genre échappent à la critique.

Nous aurons l'occasion d'y revenir et nous ne manquerons pas de soumettre de justes propositions qui permettront de solutionner la satisfaction de tous les questions posées par le droit de chacun au bien-être et l'exercice de la liberté.

FÉLIX PUBERT.



## L'Indemnité Compensatrice de Chauffage

Une décision parue au Journal Officiel du 19 Mars est venue modifier les taux d'indemnité compensatrice de chauffage accordée aux personnels des mines qui ne reçoivent pas l'attribution en nature.

Il résulte de cette décision, applicable à partir du 1<sup>er</sup> Janvier 1948, que les taux sont fixés comme suit :

Catégorie A. — Mines de charbon :

Les ouvriers et employés, auxiliaires stagiaires reçoivent une indemnité de 13.000 frs ;

Les employés auxiliaires titulaires reçoivent une indemnité de 15.000 frs ;

Les employés commissionnés reçoivent une indemnité de 18.000 frs.

La prime de chauffage de l'ouvrier chef de famille des exploitations, autres que les mines de combustibles minéraux solides est fixée comme suit :

Catégorie B. — Mines domaniales de potasse d'Alsace : 7.000 frs.

Catégorie C. — Exploitations d'hydrocarbure d'Alsace et de schistes bitumineux : 6.000 frs.

Autres exploitations minières et assimilées : 3.500 frs.

### Taux de l'Indemnité Compensatrice servie par la Caisse Autonome Nationale

NATURE DE LA PENSION SERVIE PAR LA C.A.N.	Ouvriers et employés, agents de maîtrise ou techniciens auxiliaires stagiaires	Employés, agents de maîtrise ou techniciens auxiliaires titulaires	Ingénieurs et employés agents de maîtrise et techniciens commissionnés
<b>I. — CHEF OU SOUTIEN DE FAMILLE</b>			
Pensionnés pour vieillesse ou invalidité pour 30 ans au moins de services accomplis dans les mines de la catégorie A .....	9.750	11.850	15.725
<b>Pensionnés pour moins de 30 ans de services dans les mines de la catégorie A</b>			
1 <sup>re</sup> Pensionnés pour vieillesse ayant pris leur retraite dans une mine de la catégorie A .....	7.800	9.480	12.950
2 <sup>re</sup> Pensionnés pour invalidité au titre des accidents du travail ou maladie professionnelle avec taux d'incapacité de 50 % ou plus .....	7.800	9.480	12.950
3 <sup>re</sup> Pensionnés pour une autre cause et qui réunissent au moins 15 ans de services dans les mines de la catégorie A .....	7.800	9.480	12.950
a) Pensionnés pour vieillesse ayant quitté une mine de la catégorie A avant la retraite .....	4.550	5.530	6.475
b) Pensionnés pour invalidité générale ou professionnelle de la C.A.N. avec un taux d'incapacité de 50 % ou plus, 10 ans de services, dont 5 dans une mine de la catégorie A .....	4.550	5.530	6.475
<b>II. — CELIBATAIRES</b>			
Pensionnés pour vieillesse ou invalidité pour 30 ans au moins de services accomplis dans les mines de la catégorie A .....	6.500	7.900	10.483
<b>Pensionnés pour moins de 30 ans de services dans les mines de la catégorie A</b>			
1 <sup>re</sup> Pensionnés pour vieillesse ayant pris leur retraite dans une mine de la catégorie A .....	5.200	6.320	8.633
2 <sup>re</sup> Pensionnés pour invalidité au titre des accidents du travail ou maladie professionnelle avec un taux d'incapacité de 50 % ou plus .....	5.200	6.320	8.633
3 <sup>re</sup> Pensionnés pour invalidité pour une autre cause et qui réunissent au moins 15 ans de services dans les mines de la catégorie A .....	5.200	6.320	8.633
a) Pensionnés pour vieillesse ayant quitté une mine de la catégorie A avant la retraite .....	4.550	5.530	6.475
b) Pensionnés pour invalidité générale ou professionnelle de la C.A.N. avec un taux d'incapacité de 50 % ou plus, ayant 10 ans de services, dont 5 ans dans une mine de la catégorie A .....	4.550	5.530	6.475
<b>III. — VEUVES</b>			
<b>(Mari supposé pensionné au moment du décès, le cas échéant)</b>			
Veuves pensionnées pour 30 ans au moins de services dans les mines de la catégorie A .....	6.500	7.900	10.483
<b>Veuves pensionnées pour moins de 30 ans de services dans les mines de la catégorie A</b>			
1 <sup>re</sup> Veuves de pensionnés ayant pris leur retraite dans une mine de la catégorie A et veuves d'ouvriers décédés en activité de service dans une mine de la catégorie A .....	5.200	6.320	8.633
2 <sup>re</sup> Veuves de pensionnés pour invalidité au titre des accidents du travail ou maladie professionnelle avec un taux d'incapacité de 50 % ou plus .....	5.200	6.320	8.633
3 <sup>re</sup> Veuves de pensionnés pour invalidité pour une autre cause et pour 15 ans au moins de services dans les mines de la catégorie A .....	5.200	6.320	8.633
a) Veuves de pensionnés pour vieillesse ayant quitté les mines de la catégorie A avant la retraite et veuves d'ouvriers qui ne sont pas décédés en activité de services dans les mines de la catégorie A .....	3.833	3.687	4.316
b) Veuves de pensionnés pour invalidité générale ou professionnelle de la C.A.N. avec un taux d'incapacité de 50 % ou plus, ayant 10 ans de services, dont 5 ans dans les mines de la catégorie A .....	3.833	3.687	4.316
<b>PENSIONNÉS DES MINES DES CATEGORIES B, C, D.</b>			
Ils bénéficient de la prime de chauffage dont le taux est indiqué, suivant le cas, par le tableau ci-dessous :			
<b>CHEFS ET SOUTIENS DE FAMILLE</b>			
Au moins 30 ans de services dans la catégorie (Pensions de vieillesse et d'invalidité).	B :	5.250	6.300
	C :	4.500	5.400
	D :	2.625	3.150
Moins de 30 ans de services dans la catégorie (Pensions de vieillesse et d'invalidité).	B :	3.500	4.200
	C :	3.000	3.600
	D :	1.750	2.100
<b>CELIBATAIRES</b>			
Au moins 30 ans de services dans la catégorie (Pensions de vieillesse et d'invalidité).	B :	3.150	4.200
	C :	2.700	3.600
	D :	1.575	2.100
Moins de 30 ans de services dans la catégorie (Pensions de vieillesse et d'invalidité).	B :	2.100	2.800
	C :	1.800	2.400
	D :	1.050	1.400
<b>VEUVES</b>			
<b>(Mari supposé pensionné au moment du décès, le cas échéant)</b>			
Au moins 30 ans de services dans la catégorie	B :	3.500	4.200
	C :	3.000	3.600
	D :	1.750	2.100
Moins de 30 ans de services dans la catégorie	B :	2.333	2.800
	C :	2.000	2.400
	D :	1.167	1.400

## REGLES D'ATTRIBUTION de L'ALLOCATION de CHAUFFAGE AUX PENSIONNÉS à partir du 1<sup>er</sup> Janvier 1948

### 1) BENEFICIAIRES :

#### A) Pensionnés pour vieillesse

Condition requise : 15 ans au moins de services miniers

#### B) Invalides

a) Pensionnés au titre de la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Aucune condition de durée de services n'est exigée.

Condition requise : taux d'incapacité égal ou supérieur à 50%

b) Pensionnés d'invalidité générale ou professionnelle accordée d'autres titres par la Caisse Autonome Nationale.

Conditions requises :

soit 10 ans de services dont 5 ans dans les mines de charbon.

soit 15 ans de services.

#### C) Veuves

Conditions requises :

- Titulaires d'une pension de reversion pour 15 ans au moins de services miniers.

- Aucune condition de durée de services ou autres n'est exigée si le décès du mari est consécutif à un accident du travail ou à une maladie professionnelle ou si le de cujus est décédé titulaire d'une pension attribuée à l'un de ces deux titres avec un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50 %.

### 2) ELEMENTS NECESSAIRES A LA DETERMINATION DU TAUX DE L'ALLOCATION

Le taux de l'allocation, qui sera indiqué plus loin, dépend des éléments énumérés ci-dessous :

A) Catégories de mines à laquelle appartient l'intéressé.

a) Classification des mines.

Les mines sont classées en 4 catégories (A, B, C, D).

1) Catégorie A : Mines de combustibles minéraux solides.

2) Catégorie B : Mines de potasse d'Alsace.

3) Catégorie C : Mines d'hydrocarbures liquides d'Alsace et schistes bitumineux.

4) Catégorie D : Autres mines.

b) Détermination de la catégorie à laquelle appartient l'intéressé.

L'article 13 de la décision du 16 Juin 1947 prévoit que chaque pensionné bénéficie du régime correspondant à l'exploitation (il faut entendre : "catégorie d'exploitation") où il a effectué plus de 15 années de services, ou s'il n'y a aucune catégorie où il ait effectué plus de 15 ans, du régime correspondant à celle où il a terminé sa carrière. Cet article ne fait guère que poser un principe et il paraît nécessaire de fixer des règles plus détaillées. On adoptera les suivantes :

1) Lorsqu'il y aura deux types d'exploitation dans lesquels l'intéressé aura effectué plus de 15 ans de services, on appliquera le régime le plus avantageux. Si, par exemple, un retraité a travaillé 16 ans dans une exploitation du type A et 17 ans dans une exploitation du type B, il bénéficie du régime A.

2) Pour la détermination du nombre d'années de services dans une catégorie d'exploitation, le temps passé dans une catégorie d'exploitation donnée peut être ajouté à celui qui a été passé dans une autre catégorie dont le régime est moins favorable. Soit par exemple un pensionné ayant eu la carrière suivante :

A = 5 ans  
B = 10 ans  
D = 16 ans

Bien que le type D soit le seul où il ait effectué plus de 15 ans, il bénéficiera du régime B car il a effectué 15 ans dans des exploitations lui donnant droit à un régime au moins aussi avantageux que B.

3) Par exception, les invalides peuvent bénéficier du régime A s'ils ont au moins 10 ans de services miniers dont 5 ans dans les mines de charbon (comme indiqué au paragraphe B, 4, b ci-dessus).

4) Pour les pensionnés qui, par application des règles fixées aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus, bénéficient du régime A, le montant de l'attribution de combustible ou de l'indemnité compensatrice dépend exclusivement des services effectués dans les exploitations du type A (mines de charbon). En outre, la phrase "ayant pris leur retraite à la mine" qui figure à l'article 4 de la décision du 16 Juin 1947, (paragraphes 1 b, 2 b, 3 b) signifie "ayant pris leur retraite dans une mine de charbon".

Exemple : a) le retraité ayant effectué 15 années dans les mines de fer, puis 15 années dans les mines de charbon et ayant pris sa retraite dans une mine de charbon, reçoit une attribution de combustible (ou une indemnité compensatrice) égale à celle du retraité des mines de charbon ayant moins de 30 années de services et ayant pris sa retraite à la mine.

b) le retraité ayant effectué 15 années dans des mines de charbon, puis 15 années dans des mines de fer, reçoit une attribution de combustible (ou l'indemnité compensatrice) égale à celle du retraité des mines de charbon ayant moins de 30 années de services et ayant quitté la mine avant

sa mise à la retraite.

REMARQUE - Pour le chauffage comme pour le logement, la durée des services, dont est prise en considération pour le calcul de la pension servie par la C. A. N. (y compris le temps de maladie, les périodes de service militaire, etc...). Pour l'application des paragraphes 1, 2 et 3 ci-dessus (chauffage) les périodes de maladie, service militaire, etc... sont assimilées à des périodes de travail dans l'exploitation où se trouvait l'intéressé lorsqu'il a dû quitter son travail.

Pour les ouvriers et employés qui n'étaient pas présents à la mine au moment de leur appel sous les drapeaux, les périodes de service militaire et de mobilisation seront assimilées à des services accomplis dans la catégorie de mines à laquelle appartenait la dernière exploitation dans laquelle ils ont travaillé avant leur départ ou, à défaut, la première exploitation dans laquelle ils ont repris le travail après leur libération.

B) Emploi occupé par l'intéressé au moment de son départ de la mine. Une distinction est nécessaire entre :

a) les ouvriers et les employés, agents de maîtrise ou techniciens auxiliaires stagiaires ;

b) les employés agents de maîtrise ou techniciens auxiliaires titulaires ;

c) les employés agents de maîtrise et techniciens commissionnés ;

d) les ingénieurs.

C) Situation de famille. Deux situations sont à considérer :

a) chef ou soutien de famille.

b) célibataire.

voir les précisions données sur la notion de chef ou soutien de famille pour l'indemnité de logement (art. 23, Ord. 19 Octobre 1945).

D) Nature de la pension accordée.

a) Durée des services.

b) Présence ou non à la mine à l'âge de la retraite pour les pensionnés entrant dans la catégorie A et qui ne réunissent pas 30 ans de services dans les mines de cette catégorie.

c) Pension de vieillesse, d'invalidité ou de veuve.

### III TAUX :

#### A) Catégorie A

a) Attribution en nature - La Caisse Autonome n'a pas à intervenir dans ce cas. La quantité et la qualité attribuées dépendent des différents éléments énumérés au paragraphe II e. du présent article. L'intéressé est rattaché :

b) Indemnité compensatrice - Les tableaux suivants donnent les différents taux de l'indemnité compensatrice suivant les cas.

### IV. — Détermination du montant de l'allocation de chauffage pour l'année de l'admission à la pension.

a) Ouvriers ayant pris leur retraite à la mine et veuves d'ouvriers décédés en activité de services à la mine.

1<sup>re</sup> Départ ou décès survenu entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 Mars :

a) PENSIONNÉS - L'allocation due à titre de pensionné est servie en entier dès la première année. Celle que l'intéressé a dû percevoir au titre d'agent en activité, ne s'impute pas sur le montant de la première ;

b) VEUVES - L'allocation est servie au taux plein au titre de veuve dès la première année. Il n'est pas tenu compte de l'allocation qu'a pu percevoir le mari au titre d'agent en activité.

2<sup>re</sup> Départ ou décès survenu entre le 1<sup>er</sup> Avril et le 30 Septembre :

a) PENSIONNÉS - L'allocation servie à titre de pensionné est réduite de moitié ainsi que celle due au titre d'ouvrier ou d'employé en activité ;

b) VEUVES - L'allocation servie au titre de veuve est réduite de moitié et l'intéressé conserve le droit à une demi-allocation du fait de son mari.

3<sup>re</sup> Départ ou décès survenu entre le 1<sup>er</sup> Octobre et le 31 Décembre :

a) PENSIONNÉS - Aucun droit à l'allocation au titre de pensionné pour la première année. Bénéfice de l'allocation au titre d'ouvrier ou d'employé en activité maintenu ;

b) VEUVES - Aucun droit à l'allocation au titre de veuve pour la première année. Allocation du mari maintenue à titre d'ouvrier ou d'employé en activité.

B) Ouvriers qui ont cessé le travail

à la mine avant le point de départ de leurs droits à pension et veuves d'ouvriers qui ne sont pas décédés en activité de services à la mine :

Le montant de l'allocation est fonction de la date de départ des droits à pension. (Ces règles s'appliquent aux veuves des ouvriers qui ne sont pas décédés en activité de services à la mine.)

1) Point de départ fixé entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 Mars.

Allocation entière dès la première année.

2) Point de départ fixé entre le 1<sup>er</sup> Avril et le 30 Septembre.

Allocation réduite de moitié pour la première année.

3) Point de départ entre le 1<sup>er</sup> Octobre et le 31 Décembre.

Le pensionné n'a droit à rien pour la première année.

C - Veuves d'ouvriers décédés pensionnés.

Les règles fixées au paragraphe B ci-dessus sont applicables aux veuves de cette catégorie. Toutefois, la veuve ne percevra aucune allocation au titre de veuve pour l'année au cours de laquelle son mari est décédé, si celui-ci a déjà perçu cette allocation au titre de pensionné.

D - Cas particuliers de l'année 1947.

Il conviendra de déduire du montant de l'indemnité compensatrice une part de l'allocation due pour l'exercice 1946-1947 en vertu de l'ancien régime, soit pour la période 1<sup>er</sup> Janvier - 31 Août 1947, 540 frs.

### V - SERVICE DE L'ALLOCATION

A) Attribution de combustibles en nature : Service assuré par la mine de combustibles minéraux solides la plus proche de la résidence du pensionné.

B) Indemnité ou prime de chauffage :

1) Service assuré en principe par le dernier employeur du pensionné ou du mari de la veuve.

2) A défaut, service assuré par la Caisse Autonome (si l'exploitation a disparu - services répartis).

NOTA : C'est uniquement dans ce dernier cas que la Caisse Autonome aura à déterminer le montant du bon à accorder pour le moment. Dans les deux autres cas, elle se contentera de délivrer un bon sur lequel sera indiquée la pension dont est titulaire l'intéressé (à l'exclusion du dernier emploi exercé et de la situation de famille).

## Des Veuves à ne pas oublier

La récente circulaire de la Direction des Mines concernant les modalités d'application aux pensionnés des prestations de chauffage et de logement, a omis de régler la situation des veuves de guerre. La Fédération Nationale est immédiatement intervenue pour signaler cette lacune ; la lettre suivante a été adressée à la Direction des Mines :

Monsieur le Directeur,

Par circulaire du 20 mars 1948, vous nous communiquez les modalités d'application aux pensionnés des prestations logement et chauffage.

Nous avons l'honneur d'attirer votre attention sur le § 1<sup>er</sup> alinéa rédigé comme suit :

... elle est accordée également, lorsque le décès du mari est dû à un accident du travail ou à une maladie professionnelle, quelle que soit la durée des services du mari.

Il nous apparaît que la rédaction sus-visée élimine une catégorie de veuves d'ouvriers mineurs, particulièrement intéressante. Il s'agit des veuves de guerre dont le mari n'a pas effectué 15 ans de services au moment du décès, et qui bénéficient de la C. A. N. d'une pension R bis, dans les mêmes conditions que les veuves dont le décès est dû à un accident du travail ou à une maladie professionnelle.

Nous saurions gré, Monsieur le Directeur, de bien vouloir examiner cette question en accordant aux veuves de ces travailleurs, qui ont tout donné pour le pays, les prestations logement et chauffage, réparant ainsi l'injustice involontaire commise à leur égard.

Nous voulons croire en effet que cette omission a bien été involontaire et que la rectification qu'elle suppose, ne tardera pas à être apportée.



# Notre Grande Famille...

## NAISSANCES

Nous apprenons avec joie la naissance de :

- Jean-Luc, 4<sup>e</sup> enfant au foyer de Charles MOREAU, responsable de la section coopérative des Mines de Lens.  
- Marie-Pauline, au foyer de Charles PO. DEVIN, de la section mineurs de Marles-les-Mines.  
- Jean-Pierre, au foyer d'Edouard PAHENT, de la section mineurs de Marles-les-Mines.  
- Roger, au foyer de Roger DEBRAY, de la section d'Houdain.  
- Christiane, au foyer d'Arthur LECHOS, de la section des Ateliers centraux d'Auchel.  
- Jean-Pierre, au foyer de René DEBRAY, de la section de Liévin-Centre.  
- Geneviève, au foyer de Fernand GOBERT, technicien de la concession de Béthune, petite-fille de Lucien PAMART, de la section de Grenay.  
- Lucien, au foyer d'Henri VASSEUR, de la section de Billy-Montigny.  
- Noël, au foyer de Georges ENDERLIN, de la section Fosse 3 de Nœux-les-Mines.  
- Marie-Andrée, au foyer d'Ovide DELANNOY, de la section employés de Bruay-en-Artois.  
- Jean-Paul, au foyer de Zygmund TALARZYK, de la section polonaise de Bruay-en-Artois.  
- Marie-Jeanne, au foyer d'Emile PHILIPPE, secrétaire de la section 2 bis d'Auchel.  
- Marie-Claude, 2<sup>e</sup> enfant de Joseph EPAILLARD, de la section des mines de Dourges.  
- Annie, 2<sup>e</sup> enfant au foyer de Pierre DEPIVET, de la section des employés de Courrières.  
- Françoise et Geneviève, 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> enfants d'Edmond FRANCE, membre du bureau de la section des employés de Dourges.  
- Marc, au foyer d'Ernest LEPINE, de la section de Marles-les-Mines.  
- Marcelle, au foyer de René LEBLANC, de la section des mines d'Auchel.  
- Christiane, au foyer de René LEBLANC FILS, de la section des infirmiers d'Auchel.  
- Annabella, au foyer de Marcel COLSON, de la section des mines d'Auchel.  
- Elisabeth, au foyer de Louis CRESSON, de la section des Cheminots de Wingles.  
- Annick, 1<sup>er</sup> enfant au foyer de Raymond DONDEYNE, des employés de la Fosse 13 de Courrières.  
- Marie-Thérèse, au foyer de notre camarade Alain GIRONDE de la section de LA CLARENCE et petite-fille de François GIRONDE, Président de la section.  
- Denise, 2<sup>e</sup> enfant au foyer de notre camarade Edgard BAUWENS, de la section des constructions du Groupe de Lens.  
- Claire, 2<sup>e</sup> enfant au foyer de Pierre WARNET, militant de la section de Liévin-Usines.  
- Maryse, 10<sup>e</sup> enfant au foyer de Jean-Baptiste COMBES de la section d'Ation.  
- Jeanne au foyer d'Albert CHRETIEN militant de la section de Noyelles-Godault.  
- Hubert au foyer de Hubert SUTS de la section de Noyelles-Godault.  
- Michel au foyer de Fernand MILLEVILLE de la section de Noyelles-Godault.  
- Pierre fils d'Edmond DERCEUX des Employés de Dourges.

A nos camarades, aux vaillantes mères, nous adressons nos vives félicitations et à chacun des petits nouveaux, nos meilleurs vœux.

## MARIAGES

- de Michèle DEBARGE, fille de Marc, employé à la fosse 24 des mines de Courrières, avec Léonard COGET.  
- de Madeleine LECERQ, fille d'Eugène, de la section Finales, avec Augustin SALOMEZ, de la section des cheminots de Wingles.  
- de Paulette BOURGOUIN, joiste de Drocourt, avec Gaston VANDER ZANDEN, de la section d'Hénin-Liétard.  
- de Marcelle REDURON, de la section Interprofessionnelle d'Hénin-Liétard, avec René HENNEBELLE, de la section des mineurs d'Hénin-Liétard.  
- d'Andrée FÉVEZ, de la section des Employés de Lens, avec Germain DA COSTA, de la section centrale électrique de Vendinieu-Viel.  
- d'Elaine WALLAERT, avec Gilbert RENAULT, de la section des employés de la concession de Béthune.  
- de Liliane BOULENGER avec Julien DESBOIS, de la section des employés de Billy-les-Mines.  
- de Marie-Jo HERMAY, sœur de Joseph HERMAY, secrétaire de la section de Liévin-Centre, avec Lucien WARNET, militant de la section de Liévin-Centre.

## DECES

Nous apprenons avec peine la mort de :

- Bernadette, fille de notre camarade Arcade HULOT, de la section de Liévin.  
- Louis DEBEVE, militant aux usines de Somain.  
- François CARDOT, retraité de la section d'Harnes.  
- Joseph GORNY, adhérent de la section polonaise de Lens, fosse 4.  
- Wawryn FORMANOWSKI, 41 ans, de la section polonaise d'Harnes.  
- Oscar SELLEZ, de la section employés de Bruay-en-Artois.  
- Françoise, fille d'Edmond FRANCE, de la section des employés de Dourges.  
- Ambroise RENAULT, père de Jean, de la section des employés du groupe IV.  
- Julien LAMATHE, beau-père de Jules DRAHEZ, de la section des employés de Dourges.  
- Madame ROGER, belle-mère d'Emmanuel WILLAY, membre du bureau de la section des employés de Dourges.  
- Madame GODEFROY, mère d'Eugène GODEFROY, de la section des employés de Dourges.  
- Léon WALKOWIAK, de la section polonaise de Lens, fosse 4, oncle de notre secrétaire permanent François SZCZEPANIAK.  
- Eusèbe VENACQ, beau-père de Gaston DELENGAINE, de la section des cheminots de Wingles.  
- Félix VASSEUR, beau-père de Maurice DEBARGE, de la section des employés de Courrières.  
- Georges HOTIN, 56 ans, trésorier de la section de Liévin-Centre, à Mericourt-sous-Lens.  
- Pierre DEPREZ, beau-père de Joseph SAUTY et oncle de Louis DELABY.  
- J.-B. MACAREZ, retraité de la section d'Erre.  
- Le 4 avril, à Hénin-Liétard, ont eu lieu les funérailles de notre camarade Jean MAILLARD, mort au champ d'honneur à Saint-André-les-Eaux, le 26 mai 1940.  
- Charles MELLETIN, de la section des Ateliers Centraux de Wingles.  
- Monsieur Félix VASSEUR, beau-père de Maurice DEBARGE des employés de Courrières.  
- Madame HUCHER, née Nelly DUCHENNE, épouse de notre camarade Auguste HUCHER des employés retraités de Courrières, mère de Emile HUCHER, secrétaire de la section.  
- Monsieur Alphonse MERESSE, père de Gisèle MERESSE, des Employés de Courrières.  
- Madame PATIN, épouse de Léonard PATIN des Employés de Courrières.  
- Jean-Baptiste LECERF, père de Raphaël et Jean LECERF, militants de la section de Frais-Marais.  
- André JUDEX, pensionné de la section locale polonaise d'Hornaing.  
- Madame GUYOT - OLLIVIER, mère de Robert GUYOT, président et fondateur de la section des Employés de Dourges.

Aux familles éprouvées, nous adressons l'expression de nos chrétiennes condoléances.

## IL FAUT EN FINIR AVEC L'ARBITRAIRE !

L'ouvrier vise un de ceux qui eurent le courage de défendre leur liberté, que c'est la raison pour laquelle on tient absolument à avoir "sa peau" car on ne lui pardonne pas d'avoir été courageux.  
Il serait trop long de rapporter ici toute cette lamentable histoire qui a abouti, sous la pression communiste, à mettre ce camarade hors de chez lui, ceci avec la complicité de la Direction du Groupe. Ajoutons pour être complets, qu'une formule transactionnelle proposée afin de sauvegarder les droits du camarade en question a été repoussée par les Services de la Direction du Groupe où se passe cette affaire. Il faut bien que l'autorité s'exerce, n'est-ce pas ?  
Même si elle est arbitraire à l'égard d'un camarade dont le seul tort consiste à avoir été courageux à la place des autres !  
Ceci n'est qu'un exemple entre tant d'autres où il suffit d'avoir une carte de la couleur qui se porte bien, pour jouer, avec priorité certaine, d'un logement aux Houillères, avec bien entendu la complicité de certains ingénieurs tenant beaucoup plus à leur situation qu'à faire respecter les règles élémentaires de la JUSTICE !

Ceci n'est qu'un exemple entre tant d'autres où il suffit d'avoir une carte de la couleur qui se porte bien, pour jouer, avec priorité certaine, d'un logement aux Houillères, avec bien entendu la complicité de certains ingénieurs tenant beaucoup plus à leur situation qu'à faire respecter les règles élémentaires de la JUSTICE !

Mieux encore, sous la pression on va jusqu'à faire démentir un pauvre bougre d'ouvrier mineur dont le seul tort est d'être invalide du Travail, s'étant usé au service des Houillères, pour loger à sa place un autre ouvrier dont la couleur est de meilleure teinte. Et ceci se fait alors que les principaux responsables de cette décision savent parfaitement que

ET JUSTICE POUR TOUS !

Félix PIERRAIN.

## Aux Membres du Bureau Central

Les camarades, membres du Bureau Central du Syndicat Libre des Mineurs, sont informés que le Bureau Central se réunira le Dimanche 23 mai.  
Cette réunion portera principalement sur l'organisation de notre Congrès annuel.  
Les convocations individuelles seront adressées comme à l'ordinaire, mais dès à présent, chacun est invité à prendre toutes dispositions utiles pour être présent à cette importante réunion.  
LA Commission Exécutive

## Les PRESTATIONS FAMILIALES

A l'intention de nos camarades du bassin du Nord et Pas-de-Calais, nous publions ci-dessous une note de la Direction Générale concernant les ALLOCATIONS DE MATERNITE.

Il y trouveront d'utiles indications dont ils pourront tirer profit et qui leur permettront de renseigner éventuellement leurs conjoints de travail.

Ce barème est applicable à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 1948.

Les prestations familiales sont calculées en pourcentage du salaire moyen mensuel départemental commun aux départements du Nord et du Pas-de-Calais, fixé actuellement depuis le 1<sup>er</sup> Janvier 1948 à 10.000 frs.

### 1- ALLOCATIONS DE MATERNITE.

Les taux de l'allocation de Maternité sont fixés comme suit :

#### 1) - CAS D'UNE SEULE NAISSANCE :

a) Pour une première naissance, au triple du salaire moyen mensuel départemental, soit à 30.000 fr.  
b) Pour les naissances suivantes, au double du salaire moyen mensuel départemental, soit à 20.000 fr.

#### 2) CAS DE NAISSANCES GEMELLAIRES OU MULTIPLES :

En cas de naissances gemellaires ou multiples, chaque naissance est considérée comme une maternité distincte, en conséquence :

a) Pour une première naissance double, l'allocation de Maternité est égale à cinq fois le salaire moyen mensuel départemental soit à 50.000 fr.  
b) Pour des naissances gemellaires autres que la première, l'allocation est égale à quatre fois le salaire moyen mensuel départemental, soit à 40.000 fr.

#### c) Pour des naissances gemellaires survenant plus de trois ans après une précédente maternité ou plus de deux ans après le mariage :

L'allocation de Maternité est égale à deux fois le salaire moyen mensuel départemental, soit à 20.000 fr.

Lorsque l'un des jumeaux décède avant l'expiration du sixième mois, époque à laquelle doit être normalement versé le solde de l'allocation de maternité, la moitié de ce solde est attribué pour l'enfant suivant.

## A propos des Congés Spéciaux

La question a été posée de savoir si un agent des Houillères pouvait obtenir les jours de congés spéciaux prévus à l'article 21 du Statut du Mineur à l'occasion du retour au pays natal du corps d'un membre de sa famille (parenté prévue par le Statut du Mineur) décédé en Allemagne pendant les hostilités.

Une note de la Direction Générale en date du 11 Mars dernier a répondu affirmativement à cette question. Il va sans dire qu'il n'y a aucune distinction à faire, qu'il s'agisse d'un prisonnier de guerre, d'un déporté politique ou du travail.

## LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

Après de longs mois de discussions le nouveau protocole vient d'être signé. Nous donnons ci-dessous l'essentiel des modifications apportées et qui complètent la convention précédemment en vigueur.  
Nous serons bientôt en mesure de procurer la convention complète aux militants, qui en seront avertis le moment venu.

### CLASSEMENT DES OUVRIERS ADULTES DU FOND

Passent de la catégorie 1 à la catégorie 2 :

- Suiveurs de trains avec manœuvres de force.  
- Distributeur d'outils faisant les trois postes.  
- Trieur sur bande ou couloir faisant du remblai.

Passent de la catégorie 2 à la catégorie 3 :

- Remblayeur prélevant ses terres d'une zone foudroyée ou faisant la récupération.  
- Remblayeur faisant du soutènement.  
- Ouvrier à la reconstitution des cadres.

Passent de la catégorie 3 à la catégorie 4 :

- Boiseur qualifié.  
- Déplaceur installateur de couloir ou bande.  
- Machiniste ou freinteur de beurtial avec circulation normale de personnel.  
- Aide-déplaceur de piles de bois.

Passent de la catégorie 4 à la catégorie 5 :

- Chef d'équipe de déplaceurs et installateurs de couloirs ou bandes.  
- Déboiseur et décadreur en voie.  
- Raccordeur préposé à la coupe.

NOTA : L'ouvrier foreur desservant plusieurs chantiers ; le maçon qualifié et le rauteur pourront accéder en catégorie 5.

### PERSONNEL DU JOUR DES FOSSES

#### MOULINEURS

Les chefs moulinsiers seront classés en catégorie 4 ou 5 selon que le puits est utilisé ou non à 50 % de ses possibilités de production.

Lorsque le chef moulinsier est classé en catégorie 4 les moulinsiers sont classés en 3. Lorsque le chef moulinsier est classé en 5 les moulinsiers sont classés en 4.

#### LAMPISTES

Le lampiste est classé en catégorie 3 ou 4 selon le nombre de lampes à flamme. Le classement en 4 est acquis lorsque la lampisterie compte 20 % de lampes à lampes.

Le CHEF-LAMPISTE est classé en catégorie 4 pour les lampisteries de moins de 1.000 lampes, en catégorie 5 pour les lampisteries de plus de 1.000 lampes.

#### TRIAIRES

L'ouvrier adjoint à un surveillant commissionné de triage est classé en catégorie 4.

Le chef trieur est classé en catégorie 5 ou 6 selon le tonnage de pierres évacuées. Le chef-trieur est classé en 6 lorsque plus de 80 tonnes de pierres sont évacuées par poste.

A la naissance du deuxième enfant, le ménage percevra au titre des allocations familiales 20 %.

#### b) Cas de naissance gemellaire :

En cas de naissance gemellaire, chaque enfant ouvre droit rétroactivement, et selon son rang, au bénéfice des allocations familiales. Toutefois, en cas de première maternité, un rappel n'est effectué pour la durée de la période de grossesse que si l'un des époux exerce une activité professionnelle, et ce rappel est de 40 % au titre de l'allocation de Salaire Unique pour deux enfants.

## A NOS CAMARADES ACCIDENTES DU TRAVAIL

Pour faciliter le travail du service juridique, nous demandons instamment aux camarades devant s'y adresser de bien noter que notre camarade Jean Gallet se tient à leur disposition le samedi toute la journée à la Centrale de Lens.

Sauf en cas d'urgence, nous les prions de bien vouloir réserver leur visite au jour fixé.

Nous leur indiquons également que tous les mardis, jour des audiences au Tribunal de Béthune les blessés pourront rencontrer Jean Gallet au siège de l'Union Locale des Syndicats C.F.T.C. de Béthune, de 13 heures à 14 h. 15.

Le siège de l'U.L. de Béthune est situé 13 Place Marmottan, près de la Sous-Préfecture.

Camarades accidentés suivez ces consignes, vous faciliterez vos démarches et notre travail.

Le Secrétaire.

TOUS A LENS AVEC VOS FAMILLES

LE 1<sup>er</sup> MAI 1948

pour la

FETE DU TRAVAIL

ORGANISEE PAR LA C.F.T.C.

A 9 H. 30 - Formation du cortège

10 H. - Défilé avec char à la Gloire du Travail (Rues de Lille Arrêt au Monument aux Morts, Avenue du 4<sup>e</sup> Septembre, Rond Point Bollaert, Boulevard Basly).

11 H. - Messe pour les victimes du travail.

12 H. - Réception des travailleurs et de leurs familles.

Remise de la Légion d'Honneur à Louis DELABY par Gaston TESSIER, secrétaire général de la C.F.T.C.

1<sup>er</sup> Mai, à partir de 12 h. 30 - 2 Mai, à 14 h.

GRANDE KERMESE FAMILIALE

Les syndiqués chrétiens SE FERONT UN DEVOIR d'assister le 1<sup>er</sup> Mai à la Fête du Travail.

Et une JOIE de venir SE RECREER, SAINEMENT, EN FAMILLE, à la kermesse de la C.F.T.C.

## Remplacement d'un agent de maîtrise

Un ouvrier remplaçant un agent de maîtrise pendant plus de six jours recevra une prime.

### Prime de dérangément

L'ouvrier appelé en dehors de son horaire normal de travail recevra UNE HEURE de salaire payée à titre de dérangément. C'est le cas des ouvriers appelés en cas d'avarie.

### Prime de descente au fond

La prime de descente au fond qui était de 15 % est portée à 20 %.

### La prime de déplacement :

La prime de déplacement est fixée à une demi-heure de salaire de la catégorie 1 du jour pour le déplacement allant de 2 à 4 kilomètres.

A partir de 4 kilomètres et plus, l'indemnité de transport sera accordée en sus de la demi-heure de salaire.

### L'astreinte à domicile

Au cas où il serait demandé à des ouvriers de métier de rester chez eux à l'effet de pouvoir les appeler en cas de besoin, ils recevront une prime d'astreinte correspondant à 4 heures de salaire. Cette prime leur est payée, même s'il n'a pas été fait appel à leurs services pendant la durée de l'astreinte du samedi soir au lundi matin.

### Chefs d'équipe des ouvriers de la surface (Prime)

La prime est portée de 8 à 10 %.

Lorsque par suite de l'absence d'un ou deux ouvriers, une équipe comprend un ou deux manœuvres de la catégorie 2, cette prime est acquise.

### Prime de chaleur

L'ouvrier d'entretien appelé à travailler dans un local dont la température varie entre 35 et 45 degrés percevra une prime de 12 %. Au delà de 45 degrés la prime est de 18 %.

### TRES IMPORTANT !

Le protocole qui vient d'être signé aura effet rétroactif au 1<sup>er</sup> Juillet 1947.

Dans ces conditions, tout ouvrier dont le classement aura été amélioré ou dont le taux d'une prime dont il bénéficierait aurait été changé, recevra un appel de salaire à partir du 1<sup>er</sup> Juillet 1947.

Ainsi par exemple, les moulinsiers des puits travaillant à 50 % de leur capacité de production doivent être payés en catégorie 4 depuis cette date.

Telles sont les principales modifications apportées à la Convention. Nous ne pouvons ici faire état de tous les détails ; ainsi qu'il est indiqué plus haut nos camarades pourront bientôt avoir en main le texte complet de la Convention, par poste.

## FEDERATION DE MARLES

### NOTRE PERMANENCE

Nous sommes heureux d'annoncer à nos camarades de la Fédération, que notre nouvelle permanence est ouverte au N° 29, rue du Temple à Auchel.

Nos camarades pourront s'y adresser tous les mardis, de 9 à 12 heures, les jeudis, de 15 à 19 heures.

Une permanence réservée aux employés, fonctionne le vendredi, de 17 à 19 heures.

Sauf en cas d'urgence, nous demandons instamment à nos camarades utilisant les services de la permanence, de respecter les jours et heures fixés, ceci dans l'intérêt de tous.

Victor DUFOUR

### Ateliers Centraux

Le 25 Avril, les ouvriers des Ateliers Centraux, garage, hôpital et service électrique sont appelés à désigner leur délégué permanent à la sécurité du personnel de surface en remplacement des délégués démissionnaires.

Nos camarades Pierre BELLANGER et Vaast BREUVART ont été élus.

Le passé syndicaliste de nos deux candidats est pour le personnel intéressé la meilleure des garanties, c'est sur leur nom que ce personnel bloquera ses voix.

Camarades adhérents et sympathisants ne vous laissez pas entraîner dans une lâche abstention.

VOTEZ ET FAITES VOTER pour les candidats de la C.F.T.C.